

L'Iran ou le panislamisme en politique étrangère

Par : Masri Feki © El Watan (Algérie)

7 novembre 2007

Source : www.masrifeki.com

Depuis la chute de la monarchie des Pahlavi en 1979, l'Iran est une République islamique, régime unique sur la scène internationale.

Même si, dans le monde musulman, de nombreux Etats se qualifient de « République islamique »¹, la théorie du *velayat-e faqih*, c'est-à-dire le pouvoir direct du religieux le plus qualifié, concept sur lequel repose tout l'édifice institutionnel iranien, est la seule doctrine de gouvernance véritablement théocratique qui ait réussi à s'appliquer dans le monde musulman. C'est dans cet esprit qu'il convient d'analyser la politique étrangère de Téhéran.

Le peuplement du monde iranien présente une grande diversité du fait de l'assimilation du nord du pays par les Turcs seldjoukides à partir du XIIIe siècle. L'Iran est constitué d'un noyau perse (51%), englobé d'une couronne de minorités nationales aux tendances centrifuges plus ou moins prononcées². C'est ainsi que la minorité azérie (25%) du nord du pays (Azerbaïdjan iranien) constitue un bloc compact de sept à huit millions d'habitants d'origine touranienne, très lié à l'ancienne République soviétique d'Azerbaïdjan dont l'irréductibilité suscite méfiance et colère chez les dirigeants de Téhéran. Au sud du pays, dans le Khouzestân, vit une minorité arabophone (5%), extension du sud du bassin mésopotamien (irakien). A l'Est, on retrouve une population baloutche originaire du Baloutchistan pakistanais. Enfin, l'Iran compte des Kurdes dans la zone frontalière avec la Turquie et l'Irak, des tribus importantes ainsi que des bahaïs, des zoroastriens, des Arméniens, des Assyriens chrétiens et des juifs.

Sur le plan religieux, si l'Islam chiite est la religion majoritaire et officielle de la République islamique³ y compris chez les Azéris turcophones, les Kurdes et les Turkmènes sont sunnites. Sur le plan linguistique, outre le persan (ou le fârsî), langue dominante et officielle, le turc et le kurde *soranî* (méridional), de nombreux dialectes sont parlés par les différents groupes nomades ou semi-nomades du pays, dans lesquels se mêlent le turc, le persan et l'arabe, témoignant une fois de plus des interactions culturelles profondes qui lient l'Iran à son voisinage moyen-oriental.

Tous ces éléments de l'histoire iranienne contribuent à lui donner des ambitions de puissance régionale. Par ailleurs, la situation géographique de l'Iran fait de l'Islam le ciment de sa cohésion nationale. En effet, avant la Révolution islamique de 1979, la politique traditionnelle de l'Iran avait déjà une dimension chiite. Cette dimension se manifestait très souvent par des ingérences dans les affaires de ses voisins. Bien avant 1979, Téhéran n'avait cessé de revendiquer l'émirat arabe de Bahreïn, à majorité chiite (70%) mais gouverné par la minorité sunnite du pays, en développant le thème de l'iranité des chiites de Bahreïn, iranité qui remonterait à l'époque où la dynastie séfévide colonisait l'autre rive du Golfe⁴. En son temps, le Shah Reza Pahlavi, dernier monarque d'Iran, avait pesé de tout son poids pour empêcher le Bahreïn de rejoindre la Fédération des Emirats arabes unis (EAU)⁵. De la même façon, les conflits permanents entre Téhéran et Bagdad, depuis la création de l'Etat irakien en 1921, ont toujours révélé la volonté des Iraniens de préserver certains

¹ Le Pakistan, l'Afghanistan, la Mauritanie et les îles Comores se désignent aussi officiellement comme des « Républiques islamiques ».

² François Thual, *Abrégé géopolitique du Golfe*, Ellipses, Paris, 1995.

³ En vertu du Douzième Principe du chapitre premier de la constitution iranienne.

⁴ Même si des études sérieuses démontrent que l'origine de cette population remonte en réalité à l'État bouyide, si ce n'est à l'État ismaélien des Qarmates au IXème siècle.

⁵ Sous les pressions des Occidentaux, l'Iran a fini par renoncer, par voie parlementaire, à toute prétention sur la presqu'île de Bahreïn en mai 1970.

acquis : notamment celui de se rendre en pèlerinage sur les tombeaux des imams, de protéger les minorités iraniennes établies en Mésopotamie depuis plusieurs siècles, et aussi de garantir aux chiites irakiens une protection que le pouvoir de Bagdad ne leur avait pas toujours accordée.

Si Téhéran a toujours eu une sensibilité chiite, l'Iran de Khomeyni se veut le leader mondial de la Révolution islamique au nom d'un panchiisme qui a, pour objectif, non seulement de coordonner ces communautés, mais aussi de restaurer l'Islam chiite au sein du monde musulman dans une perspective d'islamisation générale du monde. La Révolution islamique a ainsi transformé la politique étrangère iranienne.

Cette capacité d'influence, réelle ou supposée, de l'Iran sur le monde musulman, via une interprétation politique révolutionnaire du chiisme, peut se comprendre par l'histoire de ce courant au Moyen-Orient. Exclue de la succession du prophète de l'Islam, les descendants de l'imam Ali, gendre de Mohammed, ont toujours été marginalisés. La domination sunnite a contraint les chiites et les sectes qui en sont issues à se soumettre au pouvoir califal, quitte à se réfugier dans de minuscules enclaves montagneuses : les druzes et les alaouites au Liban et en Syrie, les zaydites sur les montagnes du Yémen... Cet isolement n'a fait que renforcer la doctrine religieuse du chiisme. La théorie de l'imam caché, l'*imam zaman*, attendu à la fin des temps pour délivrer tous les déshérités de la planète, agit comme référent symbolique contre le monde des dominants assimilé à l'Occident judéo-chrétien, mais également au monde sunnite. Ce messianisme a pu être facilement associé à une vision prophétique d'une défense des opprimés contre les tyrans et être réinvesti, en Iran, par le moyen de la Révolution islamique comme alternative au communisme qui s'érodait sérieusement.

Aujourd'hui encore, le discours des ayatollahs s'adresse essentiellement aux déshérités, les *mostaz'afin*, mobilisant d'abord les foules peu politisées. Le régime iranien est toujours influencé par les idées du défunt orateur Ali Chariati (1933-1977) qui avait une position radicalement tiers-mondiste et pour qui seul l'*humanisme musulman* pouvait sauver l'identité perse, mais aussi celle des autres victimes de la *colonisation croisée*, du *capitalisme impérialiste* et du *communisme athée*. Il visait ainsi l'indépendance politique et économique, mais aussi la régénérescence de l'identité musulmane que l'Occident et le communisme auraient subvertie. Comme Chariati et Khomeyni, l'actuel président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, s'appuie sur des discours simples, compris de tous, transmis par radio, reproduits sur cassettes, entendus jusqu'au fin fond du pays. Le clergé contrôle les médias et exerce un monopole de la parole lui permettant d'écarter intellectuels et politiques. De plus, depuis la révolution de 1979, le régime islamique iranien a utilisé les symboles du chiisme, telle que l'idée du martyr, afin de servir sa cause, particulièrement au cours de sa guerre contre l'Irak⁶. Et cela rend d'autant plus compréhensible l'ingérence de la République islamique dans les affaires intérieures de ses voisins.

⁶ Par exemple, les bassidjis, combattants d'une organisation forte d'un demi-million de jeunes créée peu de temps après la Révolution, faisaient partie intégrante de l'armée qui les envoyait sur le front dès l'âge de douze ans. Le plus souvent, ils y périssaient dans la « tradition des martyrs chiites ».